



*HOLLANDE, VALLS, MACRON, REBSAMEN,
EL KHOMRI [etc.] SI ON VOUS ATTRAPE...*

MAINTENANT, ON PREND TOUT !

L'actualité sociale s'accélère. Le monde du travail, écrasé par le Capital, bouillonne. Devant l'ampleur des attaques (retour aux normes d'avant le Code du travail, légalisation des licenciements abusifs, condamnation à la prison de syndicalistes...), les luttes tentent de converger malgré les obstacles et l'absence d'impulsion au plan national. Il est en train de se passer quelque chose de subversif pour le système capitaliste entraînant des possibilités énormes pour l'affirmation politique du point de vue du Travail. Le monde du travail est en train de prendre acte de la guerre à outrance que nous mène la classe dominante pour préserver ses intérêts dans une crise économique dont elle est seule responsable. Le Travail est en train d'admettre que le match en train de se jouer s'avère désormais sans compromis possible avec le Capital qui était la règle depuis la Libération ; dit autrement, pour gagner, il faut écraser le parasite, le Capital. Il n'a plus aucune légitimité à dominer ou gérer la société.

En créant cette situation, le Capital pourrait avoir signé son arrêt de mort ; car ce n'est pas en changeant de gouvernement, de PDG, en annulant une loi, que le Travail pourrait y trouver une issue favorable. **Une seule solution se présente à nous : tout prendre !**

Le point de vue révolutionnaire pour rassembler

Outre une période de clarification de la position de chacun, le moment est propice au développement du point de vue révolutionnaire, celui qui vise à changer la société. Quant à lui, le point de vue réformiste – c'est-à-dire ceux qui veulent ménager la chèvre et le chou, aménager une cohabitation du Travail avec le Capital – est voué à l'échec et au final à la trahison des intérêts populaires.

Le point de vue réformiste ne peut que diviser le monde du travail. C'est désormais un obstacle à la solution, le point de vue révolutionnaire, seul capable de pouvoir rassembler et de répondre aux exigences populaires qui s'expriment.

Plus de compromis possible ? **Ok, puisqu'on ne peut aménager la société, alors changeons-la !**

Le Travail, seul créateur de richesses

Dans cette guerre sociale, cela nous donne un peu d'avance, car de fait, sans le Travail, le Capital ne peut pas exister. Pour le discours dominant, le Travail est un « coût » pour la société. Mais pourquoi nous oblige-t-on alors à travailler ? Quelle absurdité ! Évidemment, toute la domination ne peut tenir par le fait que l'on oublie que Le Travail crée chaque année une valeur incroyable pillée de plus en plus par le Capital.

Plus de compromis possible ? **Ok, seul le travail crée toutes les richesses, alors on prend toute la richesse que nous créons, plus question de répartition de richesses.**

Suppression de la loi El Khomri

Après Air France, Good Year, la loi El Khomri est en train de mettre le feu aux poudres. Cette loi qui ramènerait le monde du Travail plus de cent ans en arrière – mais pas la valeur créée aujourd'hui ! – doit évidemment être supprimée ; mais qui pourrait croire qu'en se mettant en mouvement, le monde du Travail pourrait rentrer tranquillement chez lui, après, comme si de rien n'était ?

Plus de compromis possible ? **Ok, on renforce les protections du Code du Travail, sans plus aucune dérogation possible !**

La démocratie doit commencer dans l'entreprise

L'entreprise, lieu de création de richesses, doit appartenir et être gérée par les seuls qui les créent. D'ailleurs certaines entreprises comme SNCF Réseau actuellement « *vivent* » très bien sans PDG depuis plus de trois semaines. Les cheminots de cette entreprise n'ont pas besoin de PDG pour savoir ce qu'ils ont à faire. Avons-nous besoin d'employeur pour travailler ? Sommes-nous obligés d'être la « *propriété* » de quelqu'un pour travailler ? En allant plus loin, avons-nous besoin d'un emploi, c'est-à-dire d'un employeur pour créer de la valeur ?

Clairement non. Et si c'était les élus des salariés, les plus amènes de maîtriser leur outil de travail, qui dirigeaient les entreprises ? Si c'était les CE et CCE, les CA composés uniquement de salariés élus qui géraient les entreprises ? D'ailleurs, les secrétaires élus par les salariés des grands CCE gèrent beaucoup de personnel et de grands patrimoines ; pourquoi pas l'entreprise elle-même ?

Plus de compromis possible ? **Ok, on gère entièrement les entreprises qui appartiendront à ceux qui en ont l'usage.**

Vers des institutions du Travail

Les institutions, qu'elles soient françaises ou européennes, ont été créées par le Capital, pour le Capital ; elles sont garantes de l'ordre établi. Ainsi, chaque parti institutionnel – c'est-à-dire reconnu légitime par le Capital – y joue son rôle.

Ceux qui gouvernent sont élus par une minorité d'électeurs, et sur un programme qu'ils ne respectent jamais. Ce sont tous des imposteurs. Qui peut croire que le Travail pourra trouver une issue dans les urnes du Capital ? L'abstention – maintenant premier parti politique « *non-institutionnel* » de France – grandit d'élection en élection. La classe dominante y voit une absence d'intérêts des électeurs ; ne serait-ce pas plutôt une délégitimation des institutions elles-mêmes ?

Il est clair que dans la situation actuelle, ce n'est pas avec une démission d'un Hollande ou Valls, remplacé par un même « *pantin* » aux ordres du Capital qui pourrait changer quelque chose.

Plus de compromis possible ? **Ok, on crée des institutions du Travail, où seuls des représentants du monde du Travail pourraient y être élus et révocables à tout moment. C'est cela la démocratie !**

Passons à l'offensive

Arrêtons de dire ce que nous ne voulons plus et affirmons haut et fort ce que nous exigeons. C'est cela le point de vue révolutionnaire. Exigeons un changement de société par l'éradication sans condition du Capital, pour que s'impose l'avènement de droits nouveaux pour tous ceux qui produisent de la richesse utile à tous. Pour que s'affirme enfin la souveraineté populaire, c'est-à-dire la capacité de décider ensemble de notre avenir ! C'est cela la démocratie.

**LE TRAVAIL PRENDRA TOUT !
LE 31 MARS, TOUS À PARIS !**